

persuadé que, éclairée comme elle est, la présidence ne croit pas cela non plus. Alors qui donc? Personne. Le secrétaire parlementaire est tout seul à le croire.

À mon sens, le gouvernement est absolument incapable de réaliser ou même de favoriser l'unité nationale au Canada et ce projet de loi n'est qu'un autre exemple de son incompetence absolue à cet égard, car ce que dit le gouvernement avec ce projet de loi, c'est qu'il ne va même pas essayer de faire l'unité du Canada. Il ne va même pas s'efforcer de faire que le réseau canadien de radiodiffusion demeure une institution canadienne. Il va le scinder en deux en fonction de considérations linguistiques. Exactement ce dont le Canada a besoin, quoi! Au lieu de tenter de créer un pays bilingue et biculturel uni, il va scinder la Société Radio-Canada de sorte que les deux groupes linguistiques puissent parler chacun sa langue et écouter chacun des émissions dans sa langue. On va tout simplement adapter les réseaux de radiodiffusion aux auditoires et oublier l'idée d'un auditoire national, d'une voix nationale unique, d'un réseau national qui s'efforce à sa modeste manière d'unir les deux groupes linguistiques de sorte qu'ils puissent partager la même culture, les mêmes valeurs, l'avantage d'avoir deux langues et deux cultures au sein d'un seul pays. Et je ne veux exclure ici personne d'autre.

Le gouvernement est incapable d'un tel idéal. Il est incapable de comprendre le Canada, si vous voulez, comme je l'ai vu faire toute ma vie par des milliers de Canadiens. Cette notion ne me pose aucun problème. Je crois que c'est une notion magnifique. Nous vivons dans un pays magnifique, mais le gouvernement semble absolument résolu à le détruire. Il ne cesse de réduire les services, de mettre l'administration fédérale en morceaux de sorte que les différentes composantes du Canada soient indépendantes et aillent chacune son petit bonhomme de chemin, de façon à affaiblir les liens qui nous unissent d'est en ouest, les liens nationaux qui nous lient comme Radio-Canada, et laisser chaque province faire sa petite affaire, avec les États-Unis, de sorte que les liens jouent désormais du nord au sud et non plus de l'est à l'ouest, qu'on commerce avec nos voisins du Sud et qu'on ne s'occupe plus de le faire avec les autres provinces. Dans l'optique du gouvernement, il importe peu qu'il n'y ait pas de libre-échange entre les provinces. Pourquoi s'en soucierait-il? Il serait parfaitement satisfait si tous nos échanges commerciaux se faisaient avec les États-Unis.

Le gouvernement est tout à fait disposé à dire: «Eh bien, si les Américains viennent acheter le Canada tout

entier, tant pis pour les Canadiens. C'est la meilleure chose qui puisse arriver parce que nous aurons laissé agir les forces du marché.» Voilà leur politique.

Mais ce n'est pas une bonne politique. Ce n'est pas la façon de faire des gouvernements libéraux qui ont si bien gouverné le Canada pendant la plus grande partie de ce siècle.

Depuis 1984, nous assistons à la destruction du Canada édifié par les gouvernements successifs du passé. Le député qui est là devrait savoir que la Société Radio-Canada, après tout, a été créée par un gouvernement conservateur du pays. C'est une de leurs rares réalisations. Quoi qu'il en soit, elle existe aujourd'hui.

M. Edwards: L'assurance-chômage.

M. Milliken: L'assurance-chômage, dit le député. Je ne crois pas qu'il ait raison sur ce point parce qu'à ma connaissance, l'assurance-chômage a été adoptée par un gouvernement libéral. Si ma mémoire est bonne, l'amendement de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui a permis au gouvernement fédéral de mettre en oeuvre un programme d'assurance-chômage a été adopté à Westminster à la demande du Parlement canadien que contrôlait alors un gouvernement libéral. Je crois que c'était en 1949. La date n'est peut-être pas exacte. C'était certainement après la guerre et ce n'était sûrement pas un gouvernement conservateur. Sauf erreur, après la guerre, c'est en 1957 que nous avons eu le premier gouvernement conservateur et nous savons tous à quel point son mandat a été catastrophique. Il s'agissait du pire gouvernement que nous ayons jamais eu au Canada, avant le gouvernement actuel.

M. MacWilliam: Il était presque aussi mauvais que celui-ci.

M. Milliken: En effet. Si on se place du même point de vue que mon collègue d'Okanagan—Shuswap, il était presque aussi mauvais que celui-ci.

Mme Finestone: Il n'est pas d'accord.

M. Milliken: L'honorable secrétaire parlementaire semble en désaccord. Il vient probablement de se rendre compte à quel point ce gouvernement est mauvais. Et je suis heureux qu'il porte autant d'attention à mon discours, afin qu'il puisse bien comprendre le message.

Monsieur le Président, je pense que dans ce cas-ci mes appels ne sont pas entendus. Je voudrais bien pouvoir dire qu'il n'y a personne pour les entendre, mais le secrétaire parlementaire est présent, et je l'en remercie. Cependant, j'ai bien peur que même lui ne soit pas en mesure de convaincre le ministre qu'il faut apporter de